

COMMUNICATIONS EXPRESS

Mai 1985

Soutien à deux organismes culturels

Le Ministre a remis dernièrement un chèque à la Great Canadian Theatre Company, la seule troupe professionnelle de théâtre anglophone à Ottawa, et aux Éditions l'Interligne, afin d'aider ces deux organismes à améliorer les services qu'ils offrent à leurs clientèles. Ces contributions témoignent de l'engagement du gouvernement à appuyer les artistes et

à soutenir le développement de la vie culturelle au Canada.

Les fonds, consentis dans le cadre du Programme d'initiatives culturelles qu'administre le Ministère, permettront à la Great Canadian Theatre Company d'embaucher un expert-conseil en gestion qui se penchera sur certains aspects opérationnels du théâtre, dont la recherche de nouveaux publics, les levées de fonds, la budgétisation et d'autres questions administratives. Grâce à ces crédits, les Éditions l'Interligne pourront acheter une machine de traitement de textes qui, entre autres, facilitera la production de la revue *Liaison*, publication franco-ontarienne consacrée aux arts et à la culture.





Le Ministre, M. Marcel Masse, remet un chèque à Peter C. Findlay, de la Great Canadian Theatre Company (photo de gauche) ainsi qu'aux représentants des Éditions l'Interligne (photo de droite).

À l'aide!

La DGIS a besoin de vous pour faire de Communications Express un bulletin à la fois instructif, intéressant et agréable à lire. Votre apport se révèle important et toute idée ou suggestion sera reçue avec enthousiasme. Vous pouvez communiquer avec le rédacteur en chef au 990-4832 ou 990-4840. N'oubliez pas de remplir et de retourner le bref questionnaire inclus dans le présent numéro. Nous vous remercions à l'avance de votre collaboration.

Composer avec du nouveau

Le 15 juin prochain, les employés de l'État devront « composer » d'une façon tout à fait nouvelle.

C'est en effet à cette date qu'entreront en vigueur un certain nombre de changements dans le cadre de la mise en place du nouveau Service perfectionné de circonscription (SPC). Il était évident depuis nombre d'années que le transfert aux lignes individuelles et la demande accrue de lignes téléphoniques pour la transmission de données viendraient épuiser la réserve de nouveaux numéros de téléphone dans la région de la Capitale nationale. C'est pourquoi à compter du 15 juin, pour rejoindre un poste de l'État, il faudra composer les 7 chiffres du numéro désiré, au lieu des 5 derniers; ce qui ne devrait poser aucune difficulté avec les appareils à clavier.

Le changement le plus remarquable pour les fonctionnaires sera la disparition du chiffre « 9 » comme numéro pour accéder au système téléphonique à l'extérieur du réseau gouvernemental. Il faudra dorénavant « composer » avec le chiffre « 8 » pour avoir accès au réseau public.

Il faudra s'attendre, dans les premières semaines suivant le 15 juin, qu'un certain nombre d'employés éprouvent le désir d'attaquer leur téléphone, mais ce changement devenu nécessaire marquera du même coup un grand pas en avant dans l'amélioration des communications au sein de la Fonction publique. (suite à la page 2)

15 ans de progrès linguistique

Le Programme des langues officielles de la Fonction publique du Canada a célébré ses 15 années d'existence en 1984. Au cours de cette période, son mandat a atteint un « point de non-retour » : non seulement les employés du gouvernement fédéral ont-ils pris conscience de l'importance de conférer un statut égal aux deux langues officielles du pays, mais ils ont surtout appris à s'interroger sur les diverses façons de relever ce défi.

Au Ministère, le facteur linguistique fait partie intégrante de toute planification des ressources humaines. Les gestionnaires cherchent à se doter de personnel compétent qui s'avère un fidèle reflet de la réalité linguistique canadienne. Par exemple, depuis 1980, la part de Francophones au sein du Ministère a augmenté de 2 p. 100 par année pour atteindre 30,6 p. 100 en 1985. Selon un dernier

sondage mené par la Direction des langues officielles du Ministère, en collaboration avec les bureaux de toutes les régions, 96 p. 100 des Canadiens questionnés ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité du service obtenu dans la langue officielle de leur choix au sein du Ministère.

Mais il ne faut pas s'arrêter là. Sous la responsabilité de **Suzanne Mauviel**, le personnel de la Direction des langues officielles du Ministère continue d'élaborer, en collaboration étroite avec la gestion supérieure et les gestionnaires, de nouveaux moyens de répondre aux attentes linguistiques de la clientèle francophone et anglophone du pays. Nous manquons d'ingénieurs francophones ? C'est à la source qu'il faut remédier à la situation, d'où la création en 1978 du Programme de développement des centres d'excellence de langue française. Autant les nouvelles technologies se développent à un

rythme fulgurant, autant nous devons être capables de suivre leur évolution dans les deux langues officielles du Canada.

Bien placé pour favoriser le progrès linguistique dans les domaines scientifique et technique et fort de la nouvelle constitution canadienne qui raffermit nos droits et libertés en français et en anglais, le Programme des langues officielles du Ministère peut envisager avec optimisme la réalisation de ses objectifs.

Même si beaucoup a été accompli jusqu'à maintenant, certains obstacles demeurent avant de satisfaire pleinement les objectifs de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et de répondre à l'esprit de la Loi sur les langues officielles. Seule la collaboration soutenue de la part de tous assurera le succès continu du Programme au sein du Ministère.

(suite de la page 1)

À la suite de la mise en service du SPC, le poste téléphonique de chaque employé permettra de communiquer instantanément avec près de 99 autres postes au sein d'une unité de travail. Il suffira de composer seulement deux chiffres pour avoir recours à ce service « Intercom ».

Les appels interurbains seront aussi plus simples. Il ne sera plus nécessaire d'avoir recours aux innombrables indicatifs, tels que 183 pour Montréal ou 175 pour Vancouver, lorsqu'il sera nécessaire d'entrer en communication avec une autre personne dans les diverses régions du pays. Comme à la maison, il suffira de composer le « 1 », l'indicatif régional et le numéro de téléphone souhaité. Pour atteindre un poste à Montréal, par exemple, qu'il soit gouvernemental ou à l'extérieur du réseau de l'État, il faudra composer le « 1 », l'indicatif 514 et le numéro en question. Cette marche à suivre vaudra partout au Canada.

Le recours au SPC amènera des économies considérables au chapitre des communications gouvernementales. Le système est en effet doté d'un dispositif automatique d'acheminement sélectif, qui aiguillera les appels interurbains sur les circuits les plus efficaces et économiques. Cette amélioration issue de la technologie de pointe et les autres modifications qui pourront être apportées au système pour répondre aux exigences des télécommunications modernes permettront au gouvernement d'épargner des dizaines de millions de dollars sur son compte de téléphone, au cours des cinq prochaines années.

Pour s'assurer que tous les usagers soient sensibilisés à la nouvelle marche à suivre, les ministères organiseront, en collaboration avec l'ATG et Bell Canada, de nouvelles séances de formation. De plus, toutes les instructions ayant trait à la nouvelle façon de composer les numéros de téléphone seront publiées dans la livraison de juin de l'annuaire téléphonique du gouvernement, région de la Capitale nationale.

Il s'agit certes d'une nouvelle situation avec laquelle les employés du gouvernement devront « composer », mais ils auront tôt fait de constater que c'est un changement pour le mieux.



À partir du 15 juin prochain, pour effectuer un appel

- · local à l'intérieur du gouvernement
- · local à l'extérieur du gouvernement
- aux téléphonistes du gouvernement
- interurbain par l'entremise du réseau gouvernemental

composer:

7 chiffres

8

1 & indicatif régional

& 7 chiffres

Mort accidentelle de Sylvie Gravel

Les amis et anciens collègues de **Sylvie Gravel** ont été très peinés d'apprendre que
Sylvie est décédée dans un accident de
voiture le 17 février dernier.

Sylvie était agent des Arrangements internationaux à la DGIR avant d'accepter un poste à Revenu Canada (Douanes et Accise) en tant que directrice des Affaires législatives de la Division de l'élaboration des programmes.

Toutes nos condoléances à la famille de Sylvie.

Mention honorable au Ministère pour la campagne Centraide

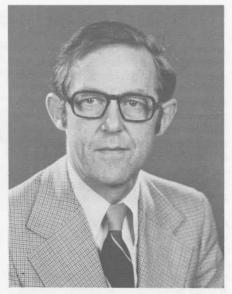
Le sous-ministre des Communications, M. de Montigny Marchand, a remis dernièrement à Roger Beauparlant, président de la campagne Centraide pour le Ministère, un certificat accordé par le président de la division de la Fonction publique de la campagne Centraide 1984, A. E. Collin.

Ce témoignage reconnaît le succès de la campagne Centraide au Ministère, qui a dépassé de 13,5 p. 100 son objectif. Grâce aux efforts déployés par les organisateurs, les solliciteurs et, surtout, les donateurs, qui ont bien voulu répondre à l'invitation qui leur avait été lancée au début de la campagne, les quelque 75 organismes qui s'efforcent de répondre aux besoins des personnes les moins fortunées de la région de la Capitale nationale disposent d'une somme supplémentaire de 7 537 \$.

Bravo à tous!



Le sous-ministre, de Montigny Marchand, présente un certificat à Roger Beauparlant (à gauche), président de la campagne Centraide du Ministère.



Colin Franklin

Un hommage à Colin Franklin

Le 7 mars dernier, Colin Franklin, directeur général des Programmes d'applications au Secteur de la technologie et de l'industrie, a eu l'honneur de se voir attribuer le « Fellowship of the City and Guilds of London Institute » (FCGI), dont Son Altesse Royale le prince Philip, duc d'Édimbourg, est le président.

L'institut a fait l'éloge de la contribution exceptionnelle de M. Franklin à l'électronique spatiale dans le cadre des programmes forts réussis du Canada dans le domaine des sciences et des télécommunications par satellite, y compris la conception et la production d'Alouette I, Alouette II, Isis et Hermès. M. Franklin a également été louangé pour ses activités auprès de l'Agence spatiale européenne et pour ses importantes responsabilités en matière de politique et de gestion au ministère des Communications du Canada.

Il s'agit d'un chaleureux hommage rendu à une personne qui le mérite bien. Toutes nos félicitations, M. Franklin.

Une prime à l'initiative à un employé de l'Atlantique

Lors de son passage à Halifax le 18 janvier dernier, **Rob Gordon**, sous-ministre adjoint, Gestion du spectre, a remis une prime à **Lyle S. Bates** qui a suggéré qu'un seul exemplaire ne soit rempli pour plusieurs types de formules de demande de licence radio. Jusqu'à maintenant, les formulaires étaient soumis en trois exemplaires, bien qu'un seul ne soit nécessaire pour le système automatisé de gestion des attributions de licences. L'initiative de M. Bates rehaussera l'efficacité d'une ligne de conduite qui sera appliquée dans les cinq régions. Bravo Lyle!



Rob Gordon (à gauche) remet une prime à l'initiative à Lyle Bates.

Un article élogieux nous est consacré

Le Ministère reçoit chaque année des milliers de lettres de plaintes auxquelles doit répondre le Ministre. À l'occasion, toutefois, il s'en trouve des « élogieuses ». Il n'y a pas longtemps, le rédacteur en chef du Town of Mount Royal Weekly Post écrivait pour féliciter le Secteur de la gestion du spectre de la façon dont il a donné suite à une plainte relativement à un cas de brouillage radioélectrique.

Le rédacteur avait eu du mal à capter le signal radio dans sa voiture le long de l'autoroute des Laurentides et en avait fait part au CRTC, qui a alors transmis sa lettre au ministre des Communications. Le rédacteur a été tellement impressionné par l'accueil que lui a réservé le personnel du bureau de la région du Québec et par le

fait que le problème a été repéré et rectifié promptement qu'il a rédigé un long éditorial faisant l'éloge des employés du Ministère.

Félicitations aux préposés à la gestion du spectre de la région du Québec, et merci à ce rédacteur en chef d'avoir pris le temps d'exprimer sa reconnaissance.

Bonjour et au revoir

Administration centrale

La DGBP a confirmé la nomination de deux directeurs au cours des derniers mois : Michael Helm est directeur des Politiques de radiodiffusion, tandis que Gwen Andrews est directrice de la Politique de l'extension des services et des auditoires spéciaux. Anne-Marie Des Roches, qui était auparavant réalisatrice adjointe aux affaires publiques à la radio de Radio-Canada à Ottawa, a accepté le poste d'analyste de politiques.

Micheline Desjardins-Chase, autrefois directrice du bureau régional de l'Atlantique, est rentrée de son congé d'étude au Royal College on Defence Studies de Londres (Angleterre) pour accepter le poste de directrice du Développement industriel à la DGIE.

Au Secteur de la technologie et de l'industrie, Elmer Hara, autrefois gestionnaire des Systèmes à fibres optiques et à large bande de la DGRP, est maintenant directeur intérimaire de l'Évaluation de la technologie et de la planification des applications. Il remplace Orest Roscoe, qui s'est joint à Télésat Canada.

Paul Ouellette a quitté le poste de directeur de la Planification financière (ADMFM) pour fonder son propre cabinet d'expertcomptable.

Clair Frayn, agent chargé des projets expérimentaux au sein des Communications optiques du CRC, a pris sa retraite après 35 ans de service dans la Fonction publique. Originaire de Smiths Falls, Clair s'est joint au Conseil national de recherches pour la défense en 1950, après une brève période de service dans les Forces armées. Ses amis et collègues lui ont rendu hommage le 28 mars et lui ont remis une plaque et d'autres cadeaux.

Audrey Scott, de l'ADMR, a pris sa retraite; elle travaillait au Ministère depuis 30 ans. Audrey a reçu un certificat et des présents à l'occasion d'une fête en son honneur réunissant plus de 80 amis et collègues. Elle a été au service de John Chapman du CRC pendant neuf ans, puis secrétaire de plusieurs sous-ministres adjoints des Secteurs du programme spatial et de la recherche, soit Alex Curran, Doug Parkhill et Bert Blevis, qui ont d'ailleurs participé à la fête.

Plusieurs employés du Secteur de la gestion du spectre ont pris leur retraite. Après 37 ans dans la Fonction publique, **Jean-Louis Guindon** a quitté le poste de chef du Soutien administratif de l'équipe chargée de la coordination canado-américaine.

Joseph McNeil a aussi pris sa retraite après 37 ans de service; Chris Lafkas, ancien agent d'évaluation technique, le remplace en qualité de technologue des services spéciaux. Hervé Poirier se retire après 31 ans de service; Tom Jones, autrefois du bureau de district de Regina, le remplace à titre de technologue chargé des enquêtes sur le brouillage. Le 31 décembre 1984, Jacques Fraser de la DOS a pris sa retraite après 38 ans de service.

Au Secteur des affaires culturelles, Johanne Duval, qui était stagiaire parlementaire à la Chambre des communes. s'est jointe au Programme d'initiatives culturelles en qualité d'agent de projet. Brian Kinsley, analyste de recherche, est maintenant analyste principal de recherche au MEIR. (Alors qu'il était au MDC, M. Kinsley a eu l'honneur de recevoir le prix R. W. B. Jackson pour le meilleur article paru dans la Revue canadienne de l'éducation en 1983. L'article, que M. Kinsley a signé en collaboration avec Frank Graves de la Ekos Research Associates, fait état d'une enquête menée sur les habitudes de lecture de plus de 16 000 Canadiens âgés de plus de 15 ans. Il révèle des statistiques surprenantes et regrettables.)

L'ATG a accueilli trois anciens employés du ministère des Transports. John Chu a quitté l'Ingénierie des installations et la mise au point des systèmes pour le poste de surintendant de la Planification des systèmes de données; et Victor Leung et Angèle Gosselin, ingénieurs du projet RAMP, sont devenus respectivement expert-conseil en systémique et surintendant de la Planification des systèmes de données.

Gordon T. Watts, auparavant conseiller principal en matière de classification des Services centralisés, est devenu agent principal du personnel de l'Unité A du CRC.

Région de l'Atlantique

Au bureau régional de Moncton,
Jacques LeBlanc a été nommé analyste régional des programmes, tandis
qu'Alain LeBlanc a été promu programmeur. Claudine Daigle a quitté son poste
de réviseur pour devenir coordonnatrice
du Programme des langues officielles au
bureau régional du Solliciteur général.
Rachid Djellat, inspecteur radio, quitte le
bureau de district de Charlottetown pour
l'entreprise privée.

Carmen Comeau-Anderson, ancienne directrice régionale adjointe au Secrétariat d'État à Moncton, a été nommée chef de l'Élaboration des programmes et de l'analyse des politiques. Elmer Wade, ingénieur de projet, est maintenant au service de Pêches et Océans.

Région du Québec

La dotation en personnel se poursuit au Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail. Richard Lalonde. nommé directeur de la collaboration externe, arrive du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, où il était directeur de la région du Québec. Diplômé en génie du Royal Military College, il détient une maîtrise en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Marcel Drouin, qui était agent au Soutien à la commercialisation de la DGIE à l'administration centrale. a été détaché au Centre pour deux ans dans le cadre du programme CAP. Il sera l'adjoint de Gilbert De Couvreur, directeur des Systèmes intégrés.

Région de l'Ontario

Steve Mori, qui s'est joint au Ministère en qualité de conseiller en 1981, est maintenant surintendant des Services opérationnels de l'ATG. Brian Quigg, diplômé de l'Université de Toronto et membre de l'Association ontarienne des ingénieurs, s'est joint au MDC à titre d'ingénieur des systèmes; il était au service des Télécommunications CN-CP. Bernadette Cernavez est maintenant commis aux Services techniques, Contrôle du spectre. Mary Anne Barkhouse, d'Énergie, Mines et Ressources, s'est jointe au bureau de district de Toronto en qualité de commis aux Services techniques. Lynn Letch, de Revenu Canada (Impôt), a accepté un poste de commis au bureau de district de Belleville.

Région du Pacifique

Cindy Howat quitte son poste de soutien auprès des Services techniques pour suivre un cours en électronique au Vancouver Vocational Institute.

Le nouveau gestionnaire du bureau de district de Vancouver est lan Rutherford. Jim Laursen se joint au bureau de district de Victoria à titre de technicien en électronique; Michael Sun travaillera à l'installation Langley du bureau de district de Vancouver en tant que technicien en électronique; Harley Rae a été promu surintendant des Services opérationnels du bureau de l'ATG de Vancouver; Eric Goh se joint aux services d'informatique du bureau régional de Vancouver; et Gwen Adamson est la nouvelle commis préposée à la gestion du matériel de ce même bureau.

Bill Tigges prend sa retraite



Bill Sawchuk, DGTS, remet une plaque souvenir à Bill Tigges (à droite) lors d'une cérémonie qui a eu lieu en son honneur. Le 24 janvier, le Ministère a dit au revoir à William Tigges, électronicien, Recherche et développement en technologie de l'information, au CRC, qui a pris sa retraite après plus de 30 ans de service dans la Fonction publique. Environ 120 amis et collègues de Bill se sont réunis au CRC pour lui remettre une plaque, un médaillon et des cadeaux, dont un multimètre numérique. Le multimètre sera sans doute fort apprécié: même s'il a quitté le gouvernement, Bill ne chômera pas pour autant, car il a accepté un poste à la Canadian Astronautics Limited d'Ottawa.

G. L. Laferrière prend sa retraite

G. L. « Patch » Laferrière, gestionnaire de l'ATG au bureau régional de la Capitale nationale, a pris sa retraite après avoir œuvré pendant 35 ans dans le secteur des télécommunications. Plus de 150 de ses amis du MDC, d'autres ministères et du secteur privé lui ont rendu hommage à l'occasion d'une fête qui a eu lieu au mess des officiers de la rue Gloucester, le 17 décembre 1984.

Guido Henter, directeur général de l'ATG, a remis à « Patch » un certificat du Premier ministre, une médaille gravée et de nombreux présents offerts par ses amis et collègues. Télécom Canada et les Télécommunications CN-CP lui ont aussi offert quelques souvenirs, dont un téléphone portatif, une chaise et des écouteurs de standardiste.

« Patch » a quitté le CN-CP il y a dix ans pour se joindre au Ministère. Ses compétences et son savoir-faire nous manqueront sûrement.

Nous le remercions tous de sa précieuse contribution et lui faisons nos amitiés.



Guido Henter (à droite) remet un certificat à « Patch » Laferrière, qui est accompagné de son épouse Lorena.

... et Brigitte Komocki

Amis et collègues se sont réunis au Centre de breffage en mars dernier pour dire au revoir à **Brigitte Komocki**, qui prend sa retraite après avoir occupé le poste d'agent en développement international à la DGIR depuis 1981. Née à Rhineland (République fédérale d'Allemagne), Brigitte est arrivée au Canada en 1952, et à Ottawa en 1972, après avoir vécu à Toronto et à Montréal. Avant de se joindre à la DGIR, elle a œuvré pendant sept ans en tant qu'adjointe de

Bernard Ostry aux Musées nationaux du Canada et au Secrétariat d'État. Brigitte a déclaré qu'elle tenterait de se détendre, mais qu'elle mijote entre autres des projets de voyage et de bénévolat.

Bill Montgomery, DGIR, présente des cadeaux-souvenirs à Brigitte Komocki lors de la rencontre qui a eu lieu à l'occasion de son départ.

